



Monsieur Jean-Philippe MAS
Président de la 2CCAM
2 Avenue Charles Poncet
74300 Cluses

Cluses, le 24 décembre 2025

Objet : Projet de piste nordique d'Agy

Monsieur le Président,

À la suite de votre courrier du 12 novembre 2025 relatif au projet touristique du centre nordique d'Agy, ainsi qu'à la transmission du rapport de présentation le 4 décembre, je souhaite attirer votre attention sur plusieurs éléments.

Un projet auquel le SCoT souscrit

Le projet d'aménagement de l'entrée du plateau d'Agy répond à plusieurs objectifs inscrits dans le projet de SCoT Mont-Blanc : prise en compte de la qualité environnementale du site, amélioration des conditions d'accueil et de l'accessibilité, diversification de l'offre touristique dans une logique « quatre saisons », et valorisation paysagère.

Par son ampleur et sa configuration, ce projet apporte une réponse au besoin de diversification de l'offre touristique et contribue à l'émergence d'un équipement structurant à l'échelle du territoire Mont-Blanc. Le partage d'une vision entre tous les périmètres territoriaux apparaît donc essentiel pour optimiser collectivement la consommation foncière dédiée aux équipements touristiques structurants.

Un rayonnement qui dépasse le cadre intercommunal

Par ailleurs, la nature de la future piste nordique conduit à envisager un intérêt dépassant le seul cadre intercommunal, pour atteindre un niveau départemental, voire régional. Une participation du Département ou de la Région à la mesure de l'artificialisation apparaîtrait pertinente au regard de l'envergure du projet.

Si vous souhaitez que le SCoT Mont-Blanc vous accompagne dans la mise en compatibilité du document d'urbanisme de la commune de Saint-Sigismond, nous

aurions besoin de connaître l'intérêt exprimé par ces collectivités dans une logique de territorialisation de l'artificialisation. Ce projet d'enjeu départemental voire régional, doit-il être comptabilisé, en termes de foncier, sur l'enveloppe de consommation locale ?

Le rôle du SCoT

En réponse à notre sollicitation, vous nous avez fait part de plusieurs enjeux majeurs relatifs à la consommation foncière. Le projet s'avère très avancé, notamment au regard de l'évaluation de son impact foncier réalisée dès l'été 2025. Nous ne pouvons que regretter que le SMIX élaborant le SCOT n'ait pas été informé plus en amont à ces réflexions, notamment quand nous avons demandé à tous les membres quels étaient les projets structurants des territoires en termes touristiques (afin de définir les éventuelles UTN). Dès lors, dans un contexte aujourd'hui plus contraint mais non encore définitivement finalisé, la présentation de projet au Conseil syndical du SMIX du SCoT Mont-Blanc apparaît non seulement pertinente, mais indispensable.

En effet, nous avons bien pris note que la CDPENAF, lors de sa séance du 7 novembre dernier, a relevé que le projet est susceptible de mobiliser l'intégralité de l'enveloppe prévue pour la 2CCAM. Dès lors, une présentation par la commune de son projet, ouverte à l'ensemble des 32 communes du territoire, permettrait de coordonner le développement de projets touristiques et sportifs.

Par ailleurs, il conviendrait que la 2CCAM et la commune engagent rapidement des échanges avec la commune de Taninges, porteuse d'un projet de piste de ski nordique sur le secteur du Praz de Lys, afin d'assurer la cohérence d'ensemble que nous recherchons.

Rappel sur l'articulation SCoT / PLU

Le Syndicat du SCoT n'a pas compétence pour autoriser ou interdire un projet : son rôle est de poser un cadre stratégique et d'objectifs. Le document du SCoT Mont-Blanc n'est pas opposable au projet, il établit un rapport de compatibilité avec les documents d'urbanisme, lesquels imposent la conformité des projets avec leur contenu. Telle est l'articulation entre le SCoT et les PLU.

Un temps d'échange à organiser

Nous vous proposons d'organiser un temps d'échange avec les différentes parties prenantes, les collectivités associées, et le bureau d'études qui accompagne la commune, en amont de la présentation du projet au Comité du SMIX.

Vos sollicitations.

1. Fléchage du projet au titre du bonus de 10 % (prescription n° 37 du DOO)

Il appartient à la commune et en particulier à son bureau d'études de justifier, dans le dossier de mise en compatibilité du document d'urbanisme, que le projet répond aux exigences de cette prescription. Le Syndicat Mixte, dans le cadre de son avis en tant que Personne Publique Associée, se prononcera sur cette justification.

2. Questionnement sur l'évaluation de l'artificialisation du projet

Le projet implique une évolution notable des zonages, consistant principalement en un transfert de zones Ap et N vers une zone Nt à vocation touristique, représentant une surface totale d'environ 7 hectares.

Il convient de rappeler les définitions légales applicables en matière d'artificialisation des sols :

- L'artificialisation nette des sols est définie comme le solde de l'artificialisation et de la renaturation des sols ;
- L'artificialisation correspond à l'altération durable de tout ou partie des fonctions écologiques d'un sol, en particulier de ses fonctions biologiques, hydriques et climatiques, ainsi que de son potentiel agronomique.

Si la piste entraîne une altération durable des fonctions biologiques et hydriques du sol, il importe de préciser que le cœur de l'anneau, malgré les contraintes qu'il fera peser sur l'activité agricole, conservera néanmoins ses fonctions biologiques, hydriques et climatiques, ainsi que son potentiel agronomique. Il conviendrait que les parties prenantes du projet expliquent davantage leur position sur le calcul de l'artificialisation, qui paraît extensive.

Je reste, ainsi que les services du SMIX SCoT Mont-Blanc, à votre entière disposition pour tout échange complémentaire sur ce dossier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Le Président,

Nicolas EVRARD

